

et proposer l'aide de la France à la formation professionnelle marocaine qui est «la clé de la croissance». «Je suis venu pour enclencher tous ces projets», a-t-il dit à ses interlocuteurs marocains alors qu'il était accompagné de six membres de son gouvernement, parmi lesquels le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner et sa collègue de l'Économie, Christine Lagarde.

{sidebar id=2}

François Fillon a annoncé vendredi la signature de 17 accords économiques entre la France et le Maroc, parmi lesquels la vente d'une frégate multimission, pour un montant qui est évalué à 500 millions d'euros.

«La France va vendre une frégate Fremm au Maroc. Elle est identique à celles qui équipent la Marine française, ce qui permettra une coopération plus aisée entre les deux Marines», a-t-il dit lors d'une conférence de presse à Rabat.

En octobre, le voyage du président français avait été marqué par l'annonce de trois milliards d'euros de contrats commerciaux, l'un des plus emblématiques portant sur la construction d'une ligne TGV entre Casablanca et Tanger, d'un montant estimé de 2 milliards d'euros. Une subvention de 75 millions d'euros, destinée à des études de faisabilité, devait être annoncée vendredi.

Les deux pays doivent aussi mettre la dernière main à un protocole de prêt de 150 millions d'euros pour le tramway de Rabat dont le contrat du même montant, remporté par Alstom, devait être paraphé.

La France devait également conclure la vente d'une frégate.

Écrit par

Samedi, 19 Avril 2008 04:18 - Mis à jour Samedi, 19 Avril 2008 04:19

Pour la France, soucieuse de rester le premier partenaire commercial et le premier investisseur du Maroc, ce voyage de François Fillon est l'occasion de contribuer financièrement au développement économique du royaume dans la perspective d'un bénéfice futur pour les entreprises françaises "très attentives aux besoins" du marché marocain.

Mais le président du conseil de surveillance de Vivendi Universal, Jean-René Fourtou, qui a accompagné le Premier ministre, a identifié trois difficultés : la formation professionnelle, la fiscalité et la justice en matière commerciale.

S'exprimant vendredi lors des travaux du Groupe d'impulsion économique franco-marocain (GIEFM) qu'il co-préside, il a déclaré : "Il faut résoudre le problème central des ressources humaines au Maroc, à travers le développement de la formation professionnelle".

A ce propos M. Fillon a exprimé la "disposition de la France à aider (..) le Maroc dans la formation professionnelle" qu'il a qualifiée de "clé de la croissance".

Jean-René Fourtou a également appelé à une réforme de "la fiscalité marocaine (qui n'est pas compétitive" et s'est prononcé en faveur "d'un meilleur arbitrage des conflits qui surviennent entre les différents acteurs économiques au Maroc".

Par ailleurs, comme s'y était engagé M. Sarkozy, un accord-cadre devrait ainsi acter le versement par la France de 8 millions d'euros en 2008 pour "l'Initiative nationale de développement humain (INDH)" qui vise à réduire la pauvreté et l'exclusion sociale.

Par ailleurs, l'Association française de développement (AFD) devait signer avec le Maroc des conventions de prêts dans la formation professionnelle (22,5 millions d'euros), l'assainissement des eaux usées d'Agadir (35 millions d'euros) ou encore le transport d'électricité (50 millions d'euros).

François Fillon annonce 17 accords avec le Maroc - Casablanca

Écrit par

Samedi, 19 Avril 2008 04:18 - Mis à jour Samedi, 19 Avril 2008 04:19

Dans le toast qui a précédé le dîner officiel, le Premier ministre marocain Abbas El Fassi a assuré les Français que «l'entreprise française est pleinement associée à l'immense chantier» qu'est le Maroc d'aujourd'hui. Son gouvernement table sur une croissance de 6,1% cette année.

Il a souligné la volonté de son pays d'obtenir un «statut avancé» de coopération avec l'UE. M. Fillon s'est d'ailleurs engagé à ce que cette «aspiration» progresse durant la présidence française, qui commence en juillet 2008.

Cette question, et celle de l'Union pour le Méditerranée - un chantier lancé par Nicolas Sarkozy et qui a les faveurs du Maroc - ainsi que celle délicate du Sahara occidental devaient être au menu de l'audience que le roi Mohammed VI devait accorder vendredi à François Fillon.

Source : AFP

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)